

## SOMMAIRE

**Sanofi Aventis : la CGT interpelle les actionnaires sur la stratégie du groupe**

**La Tribune : grève suspendue mais inquiétudes persistantes**

**Fonction publique : la réplique au gel des salaires sera unitaire le 31 mai**

**SNCF : quatre syndicats mobilisent le 16 juin pour le service public**

**Psychiatrie : journée de grève contre la réforme des soins**

**Sages-femmes : mobilisation pour leur statut**

**Rassemblement à Lyon : contre la privatisation de la dépendance**

**« Le CNAM et ses enjeux » : 1/2 journée d'études le 19 mai à Montreuil**

## ÉDITO : PRIME AUX SALARIÉS : LA BAUDRUCHE SE DÉGONFLE



S'il fallait décerner des prix de persuasion c'est incontestablement à Laurence Parisot, la patronne des patrons qu'il faudrait décerner une mention spéciale pour avoir réussi à convaincre le gouvernement en moins d'une semaine de transformer la fameuse prime aux salariés annoncée hâtivement par Nicolas Sarkozy en un simple abondement des dispositifs existants. C'est ainsi que, selon le Figaro de jeudi 5 mai, les dernières modalités de la mesure ont été tranchées et le texte devrait être adressé la semaine

prochaine au Conseil d'État. La prime sera bien obligatoire mais elle pourra être versée autrement qu'en numéraire. Sous condition d'accord collectif, la prime pourrait ainsi prendre l'aspect d'un surplus de participation ou d'intéressement, d'une prise en charge d'une mutuelle ou encore d'une distribution d'actions gratuites. Le montant et les modalités de la prime doivent être négociés au sein de l'entreprise, dans les mêmes conditions que la participation ou l'intéressement. À défaut d'accord avec les organisations représentatives du personnel, la fixation des modalités revient à la seule direction de l'entreprise. Parisot l'a rêvé, Sarkozy le fait et il n'a pas fallu plus d'une semaine pour que la présidente du Medef convertisse le gouvernement. La patronne du Medef souhaitait en effet utiliser la négociation collective, qui n'impose aucune obligation de résultat, pour pouvoir utiliser ces « merveilleux » leviers que sont la participation et l'intéressement. Comme le craignait la CGT, on ne parle donc pas du sujet qui fâche : l'augmentation des salaires, la reconnaissance des qualifications et des responsabilités, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. Mais l'exécutif et le patronat ne peuvent se sentir quittes sur ces dossiers où s'accumulent les contentieux. C'est ainsi que l'annonce de la congélation des salaires des fonctionnaires pour deux ans va trouver une réplique unitaire des huit organisations syndicales qui appellent à la grève le 31 mai. Dans le secteur privé, les conflits salariaux continuent à se développer en réponse à des négociations qui patinent ou qui se concluent sur des accords insuffisants.

## Sanofi Aventis : la CGT interpelle les actionnaires sur la stratégie du groupe

Plus d'une centaine de salariés de Sanofi-Aventis se sont rassemblés vendredi à Paris à l'appel de la CGT et ont distribué des tracts aux participants de l'assemblée générale des actionnaires pour «exiger un changement de stratégie». «Nous sommes là pour exprimer notre ras-le-bol de la stratégie du groupe. Il faut en finir avec les prélèvements totalement abusifs des actionnaires et des dirigeants et proposer d'autres choix plus éthiques» a expliqué Thierry Bodin, coordonnateur CGT de Sanofi Aventis . Dans un tract, la CGT explique qu'en 2005, «les actionnaires se contentaient de prélever deux milliards d'euros de dividendes» et que cette année, ils allaient «s'octroyer au moins 3,25 milliards». Le tract relève que «la différence, soit 1,2 milliard, permettrait notamment d'embaucher 10.000 salariés payés 3.300 euros par mois, d'arrêter les suppressions d'emplois et d'augmenter de 250 euros par mois les 105.000 salariés du groupe à travers le monde».



## La Tribune : grève suspendue mais inquiétudes persistantes

La grève entamée mercredi à la Tribune a été suspendue vendredi, une décision motivée par un «souci de responsabilité», ont annoncé vendredi les syndicats du quotidien économique. Selon les syndicats, «il n'en reste pas moins que les problèmes demeurent et que d'autres arrêts de travail restent possibles, très rapidement, si la présidente de l'entreprise, ne renonce pas à sa décision de supprimer 25 postes à la rédaction, dont 15 pour le seul département



édition». «Les salariés réitérent leur demande que rien ne soit décidé avant qu'un projet éditorial digne de ce nom soit dévoilé et, au préalable, qu'une nouvelle équipe dirigeante de la rédaction soit nommée». En janvier, le journal, en butte à de sérieuses difficultés financières, avait été placé pour six mois en procédure de sauvegarde, lui permettant ainsi de geler temporairement ses créances. Il est à la recherche de 15 millions d'euros pour se recapitaliser.

## Fonction Publique : la réplique au gel des salaires sera unitaire le 31 mai



Les huit syndicats de fonctionnaires (CGT, CFDT, FO, FSU, Unsa, Solidaires, CFTC et CGC) se sont réunis jeudi 5 mai pour appeler les quelque 5,2 millions d'agents des trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière) à se «mobiliser fortement» lors de cette journée, qui doit se traduire par des «rassemblements, manifestations, grèves... ». Ils condamnent «la politique d'austérité salariale menée par le gouvernement », qui a annoncé mi-avril un gel du point d'indice, base du calcul des salaires, pour la deuxième année consécutive en 2012. Ils affirment aussi que cette politique «aggrave encore un contexte marqué par les suppressions d'emplois et la dégradation des conditions de travail ».

## SNCF :

### quatre syndicats mobilisent le 16 juin pour le service public

Les quatre syndicats de la SNCF (CGT, Unsa, SUD-Rail, CFTD) ont appelé mercredi les cheminots à une journée nationale de manifestation le 16 juin à Paris pour dénoncer les orientations actuelles qui « sacrifient le service public SNCF à l'aune de la rentabilité financière ». « *Nous voulons protester contre la perspective du rapport Grignon sur l'ouverture à la concurrence, la dégradation de la qualité du service et des conditions de travail et les suppressions massives d'emploi prévues* », a déclaré Bernard Guidou, secrétaire fédéral CGT-cheminots. Les quatre fédérations de cheminots « refusent les orientations actuelles sacrifiant le service public SNCF à l'aune de la rentabilité financière et au détriment de la réponse aux besoins des usagers et de la Nation ».



## Psychiatrie : journée de grève contre la réforme des soins



L'intersyndicale des psychiatres publics a déposé un préavis de grève pour le mardi 10 mai, jour du passage au Sénat du projet de loi de réforme des soins en psychiatrie). Un rassemblement est organisé de 16h à 19h devant le Sénat.

## Sages-femmes : mobilisation pour leur statut

Dans le cadre de la journée nationale de mobilisation à l'appel de l'intersyndicale, les sages-femmes manifesteront jeudi 12 mai pour la défense de leur statut et le maintien des maternités de proximité entre autres ( à Paris du métro Port Royal vers le ministère du Travail).



## Rassemblement à Lyon : contre la privatisation de la dépendance

Plusieurs centaines de personnes se sont ras- semblées (à l'appel notamment de la CGT) vendredi devant la préfecture à Lyon, où se tenait un débat sur la dépendance en fin de vie, pour protester contre «la privatisation de la protection sociale». Le débat régional s'est déroulé en présence des secrétaires d'Etat à la Santé et à la Cohésion sociale. Ils entendaient «un cadeau juteux aux entreprises», a-t-elle notamment contester la dramatisation du débat sur la perte d'autonomie et rappeler que la dépen-



dance touche eu de monde et peu de temps et qu'elle n'est pas seulement liée à l'âge puisqu'on peut perdre son autonomie à 20 ans. Pour la CGT, en 2010 les assureurs privés ont perçu 538 millions d'euros au titre de l'assurance contre la dépendance mais n'ont reversé que 166 millions. Privatiser la perte d'autonomie serait financée par « la branche maladie de la Sécu ».



**INVITATION**  
**JEUDI 19 MAI 2011**



## LE CNAM ET SES ENJEUX

**Complexe CGT**  
**Salle Mezzanine - Patio - RDCH**  
**263 rue de Paris - 93100 Montreuil**  
**Méto : (ligne 9) Porte de Montreuil ou Robespierre**

**9h30 - 10h00**

**Introduction**

*Intervenants : Francine PIERRE, Vice-présidente CNAM*

*Fabrice MONTEBAULT, Secrétaire du syndicat CGT CNAM*

- ⇨ Les missions du CNAM (promotion sociale, accès à la certification, recherche, diffusion de la culture scientifique et technique, projets porteurs).
- ⇨ Les lieux.

**10h00 - 10h30**

**Intervention sur la restructuration en cours au CNAM**

*Intervenant : Recteur Christian FORESTIER, administrateur général du CNAM.*

*Pause 1/4 d'heure*

**10h45 - 11h15**

**Débat sur les conséquences de cette restructuration pour les auditeurs et le personnel.**

**11h15 - 11h45**

**Point sur l'enjeu des certifications au CNAM**

*Intervenante : Anne-Marie CHARRAUD, Rapporteur honoraire de la CNCP,*

*consultante à la Direction nationale de la formation du CNAM.*

**11h45 - 13h00**

**Débat sur la place du CNAM dans le grand service public de l'orientation, de la formation et de la certification en France introduit par Paul DESAIGUES, Conseiller confédéral aux questions Formation-Éducation.**

**Merci de vous inscrire à l'Ugict-CGT : [sec.general@ugict.cgt.fr](mailto:sec.general@ugict.cgt.fr)**

Nom : ..... Prénom : .....

Organisation ou entreprise : .....

Participera : oui  non